

Québec 

Services Québec

Québec.ca > **Fil d'information**

La ministre Chassé participera à la Conférence des Nations Unies sur le climat

QUÉBEC, le 29 oct. 2018 /CNW Telbec/ - La ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Mme MarieChantal Chassé, participera au segment de haut niveau de la 24e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP-24), qui se tiendra à Katowice, en Pologne, du 2 au 14 décembre 2018.

La ministre y fera valoir le leadership du Québec en matière de lutte contre les changements climatiques, notamment dans la Francophonie et au sein de la Coalition Under 2, de même que le rôle important joué par les États fédérés en la matière. Elle présidera la délégation québécoise et prendra part à plusieurs événements afin de présenter les nombreuses réalisations novatrices du Québec en matière de lutte contre les changements climatiques, parmi lesquelles figurent le marché du carbone et plusieurs mesures en électrification des transports.

La conférence sera aussi l'occasion pour la ministre de renforcer les alliances bilatérales et multilatérales du Québec avec ses partenaires stratégiques et de rencontrer des représentants d'autres États et de pays proactifs en matière de lutte contre les changements climatiques afin de construire de nouveaux partenariats.

Citation :

« Le récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, le GIEC, indique clairement que nous sommes à un moment décisif de l'histoire. Nous devons rapidement changer de cap si nous voulons éviter un changement climatique incontrôlé, avec des conséquences désastreuses pour la santé et la sécurité des personnes, mais aussi pour la biodiversité et l'économie. Les mesures novatrices que le Québec a mises en œuvre pour lutter contre les changements climatiques le positionnent parmi les chefs de file des États fédérés, tant au sein de la fédération canadienne que sur la scène internationale. Ma participation à cette rencontre témoigne de la volonté de notre gouvernement d'assumer un leadership marquant dans les efforts internationaux de lutte contre les changements climatiques. »

MarieChantal Chassé, ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Faits saillants :

- Les Conférences des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques réunissent chaque année plusieurs milliers de participants du monde entier, dont des représentants gouvernementaux et des représentants de la société civile.
- Les discussions qui auront lieu dans le cadre de la CdP-24 porteront principalement sur les règles et les modalités de mise en œuvre de l'accord de Paris, dont l'objectif principal est de maintenir la hausse de la température moyenne mondiale bien en dessous de deux degrés Celsius au cours de ce siècle et de mener des efforts pour limiter l'augmentation de la température à 1,5 degré Celsius au-dessus des niveaux préindustriels.
- La Coalition Under 2 est une initiative de gouvernements infranationaux engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 80 à 95 % sous les niveaux de 1990 d'ici 2050 ou de limiter les émissions à 2 tonnes de CO₂ par habitant d'ici 2050.

Source :

Information :

Marie-Julie Couturier

Relations avec les médias

Attachée de presse

Ministère de l'Environnement

Cabinet de la ministre

et de la Lutte contre les changements

de l'Environnement et de la Lutte

climatiques

contre les changements climatiques

Tél. : 418 521-3991

Tél. : 418 521-3911

Consulter le contenu original :

<http://communiqués.gouv.qc.ca/gouvqc/communiqués/GPQF/Novembre2018/01/c8337.html>

Autres communiqués diffusés par Cabinet du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques



Québec 

© Gouvernement du Québec, 2019



Services Québec

Québec.ca > Fil d'information

Le Québec adhère à une déclaration sur la mobilité électrique présentée par la Pologne à la 24e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques

QUÉBEC, le 4 déc. 2018 /CNW Telbec/ - Alors que le premier ministre du Québec, M. François Legault, a clairement indiqué que l'électrification des transports serait une priorité de son gouvernement, le nouveau gouvernement du Québec annonce son adhésion à la Déclaration sur la mobilité électrique « Driving Change Together - Katowice Partnership for e-mobility », une initiative lancée aujourd'hui par la Pologne, qui préside la Conférence des Parties à la Convention-cadre sur les changements climatiques (CdP-24) cette année.

Les gouvernements qui adhèrent à cette déclaration reconnaissent la mobilité électrique comme l'une des avenues clés pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris. Ils s'engagent à mettre en place une série d'actions pour accélérer la transition vers les véhicules zéro émission (VZE), pour assurer la croissance du marché des véhicules électriques et pour favoriser le développement de nouvelles technologies dans ce domaine.

Bénéficiant d'une hydroélectricité propre et renouvelable, d'un réseau électrique fiable et de la présence d'une filière industrielle innovante composée d'un noyau d'entreprises de calibre mondial dans les différents maillons de la chaîne de valeur des transports électriques et intelligents, c'est tout naturellement que le Québec s'est tourné vers l'électrification des transports et en a fait une mesure phare de son action climatique.

Comme l'a mentionné le premier ministre dans son discours d'ouverture, le nouveau gouvernement du Québec entend poursuivre et même accélérer les efforts amorcés au cours des dernières années pour favoriser l'électrification des transports. Les initiatives telles que l'implantation d'une norme VZE, l'aide financière pour l'installation de bornes de recharge à la maison et au travail, le développement d'un réseau de bornes de recharge étendu à l'ensemble des régions du Québec et des avantages liés à la conduite d'un véhicule zéro émission comme le passage gratuit aux ponts à péage, seront maintenues au cours des prochaines années afin de poursuivre le travail entrepris pour diminuer l'empreinte environnementale du réseau de transport québécois.

Rappelons que 43 % des véhicules électriques circulant au Canada sont immatriculés au Québec et que le nombre de véhicules électriques y a connu une nette augmentation au cours des derniers mois.

Citation :

« La déclaration sur la mobilité électrique s'inscrit en droite ligne avec les objectifs de notre gouvernement. C'est pourquoi nous sommes heureux d'y adhérer. En plus de réduire les GES du secteur des transports, la principale source d'émissions au Québec, rouler électrique va nous enrichir en remplaçant nos importations de pétrole par de l'électricité propre produite chez nous. De même, la filière industrielle que nous sommes en train de construire dans ce secteur nous permet d'augmenter nos exportations tout en contribuant à la lutte contre les changements climatiques. En signant cette déclaration politique, nous sommes résolus à accélérer ce processus et à soutenir la mobilisation d'autres États qui partagent notre ambition. »

MarieChantal Chassé, ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Faits saillants :

- Dans sa déclaration, le gouvernement polonais propose de faire de la mobilité électrique une thématique de discussion permanente lors des Conférences des Parties et de créer un réseau, le « Katowice

Partnership for e-mobility ». Ce réseau regroupera les différents partenariats internationaux qui travaillent à faire avancer la mobilité électrique, incluant les villes, les gouvernements nationaux et infranationaux ainsi que les organisations non gouvernementales, afin de favoriser le partage de leurs connaissances dans ce domaine et d'accélérer la transition vers la mobilité électrique au niveau local et international. Ses membres se réuniront au moins une fois par année.

- En septembre 2018, lors de la tenue du Global Climate Action Summit à San Francisco, le Québec a accepté de relever le *Zero Émission Vehicule Challenge*, lancé par la Coalition Under 2 à tous ses membres. Par ce défi, le Québec entend être exemplaire en n'achetant que des VZE pour la flotte gouvernementale d'ici 2030, en proposant des rabais à l'achat de VZE aux consommateurs et entreprises de même qu'en favorisant le déploiement de l'infrastructure de recharge nécessaire à l'adoption massive de VZE. La mise en œuvre de ces actions est déjà en cours au Québec.

Source :

Information :

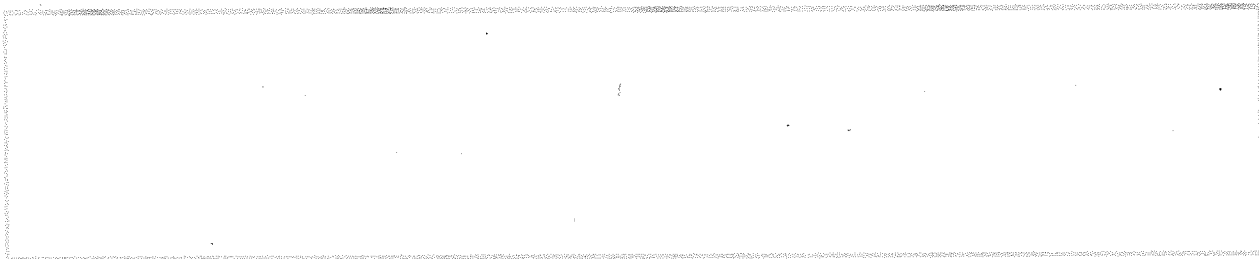
Marie Julie Couturier
Attachée de presse
Cabinet de la ministre
de l'Environnement et de la Lutte
contre les changements climatiques
Tél. : 418 521-3911

Relations avec les médias
Ministère de l'Environnement
et de la Lutte
contre les changements climatiques
Tél. : 418 521-3991

https://twitter.com/MELCC_Qc
<https://www.facebook.com/MELCCQuebec/>

Consulter le contenu original : <http://www.newswire.ca/fr/releases/archive/December2018/04/c3941.html>

Autres communiqués diffusés par Cabinet du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques



Québec 

© Gouvernement du Québec, 2019

Québec 

Services Québec

Québec.ca > Fil d'information

Le Québec sera bien représenté à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, en Pologne

QUÉBEC, le 7 déc. 2018 /CNW Telbec/ - Le Québec continuera à exercer son leadership dans la lutte contre les changements climatiques, tant ici qu'à l'international. Une importante représentation québécoise, dirigée par la ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, M^{me} MarieChantal Chassé, se prépare à partir pour la 24^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP-24), qui se tiendra à Katowice, en Pologne, du 3 au 14 décembre prochain. La ministre sera accompagnée de l'émissaire aux changements climatiques et aux enjeux nordiques et arctiques, M. Jean Lemire, ainsi que de plusieurs représentants d'entreprises, d'organismes et d'instituts de recherche québécois.

Ainsi, la mission commerciale organisée par Export-Québec regroupera une dizaine d'entreprises spécialisées dans les énergies renouvelables et les technologies propres. Cette mission sera l'occasion de promouvoir l'offre et le savoir-faire québécois tout en favorisant l'émergence de collaborations entre les entreprises et organisations québécoises et les acteurs clés du monde entier.

Par ailleurs, près d'une douzaine de représentants de la société civile, issus de divers milieux, participeront aux activités entourant les négociations onusiennes sur le climat. Plusieurs d'entre eux ont pu bénéficier d'un soutien gouvernemental à cet effet grâce à un appel à projets lancé par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques afin de les aider à mener à bien un projet spécifique dans le cadre de la CdP-24.

Programme de la ministre

La mission de la ministre Chassé s'échelonne, quant à elle, du 8 au 12 décembre. Le Québec ayant établi d'excellents liens avec plusieurs organisations et réseaux internationaux, la ministre profitera de l'occasion pour promouvoir le rôle des États fédérés dans la lutte contre les changements climatiques et de mettre en avant l'expertise québécoise dans le domaine de l'électrification des transports et des mécanismes de marché servant à tarifier le carbone. Le Québec est activement impliqué au sein de nombreuses organisations et réseaux internationaux, tels que la Coalition Under2, le Partenariat international d'action sur le carbone (ICAP), le Réseau des gouvernements régionaux pour le développement durable (nrg4SD) et l'Alliance internationale sur les véhicules zéro émission (Alliance VZE).

Citation :

« Le Québec a initié et fait fructifier de nombreux partenariats avec des États fédérés, des pays de même qu'avec des organisations et réseaux internationaux déterminés à agir, comme lui, pour la lutte contre les changements climatiques. Je me rends en Pologne avec le mandat de renforcer nos alliances et de faire rayonner l'expertise québécoise. Nous avons beaucoup d'expériences positives à partager, notamment en matière de marché du carbone et d'électrification des transports. Les entreprises et les organisations québécoises qui nous accompagnent auront l'occasion de montrer leur savoir-faire au reste du monde et de poursuivre leur conquête des marchés internationaux. De la même façon, je compte aussi aller m'imprégner des meilleures pratiques mondiales, celles qui pourraient être importées chez nous pour nous aider à atteindre de la façon la plus efficace possible nos objectifs de lutte contre les changements climatiques. »

MarieChantal Chassé, ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Faits saillants :

- Les objectifs de la CdP-24 sont :
 - D'adopter un répertoire de règles et de lignes directrices, appelé « Programme de travail de l'accord de Paris », visant à définir et à préciser certaines des dispositions de l'accord de Paris dans le contexte de sa mise en œuvre;
 - De tenir un dialogue politique (« dialogue de Talanoa ») avec les ministres présents à la CdP-24 afin de faire le point sur le niveau d'ambition et les efforts d'atténuation des Parties à la CCNUCC pour la période pré-2020.
- Les objectifs du Québec à la CdP-24 sont les suivants :
 - Mettre en valeur le leadership et les initiatives du Québec, particulièrement en faisant la promotion de l'extension possible du marché du carbone Québec-Californie et de ses multiples avancées en matière d'électrification des transports et s'enquérir des meilleures pratiques mondiales pouvant potentiellement être mises en place au Québec;
 - Faire valoir les actions et engagements des États fédérés et des régions dans la lutte contre les changements climatiques, notamment en matière de collaboration intergouvernementale;
 - Poursuivre sa contribution à la mobilisation de l'Organisation internationale de la Francophonie et de ses membres;
 - Défendre les intérêts du Québec concernant certaines dispositions de mise en œuvre de l'accord de Paris qui seront discutés à la CdP-24, dont celles touchant la comptabilisation des réductions d'émissions de gaz à effet de serre échangées au niveau international dans le cadre de mécanismes de marché du carbone.

Source :

Marie Julie Couturier
Attachée de presse
Cabinet de la ministre
de l'Environnement et de la Lutte
contre les changements climatiques
Tél. : 418 521-3911

Information :

Relations avec les médias
Ministère de l'Environnement
et de la Lutte
contre les changements climatiques
Tél. : 418 521-3991

Consulter le contenu original : <http://www.newswire.ca/fr/releases/archive/December2018/07/c7625.html>

Autres communiqués diffusés par Cabinet du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Québec 

© Gouvernement du Québec, 2019

Québec 

Services Québec

Québec.ca > **Fil d'information**

24e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques : la ministre MarieChantal Chassé satisfaite de sa première mission

QUÉBEC, le 14 déc. 2018 /CNW Telbec/ - Au terme de sa première mission officielle à l'étranger, réalisée dans le cadre de la 24^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP-24), la ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, M^{me} MarieChantal Chassé, dresse un bilan positif d'une semaine chargée d'événements et d'entretiens qui généreront des retombées positives pour les Québécoises et les Québécois.

La CdP-24 aura été l'occasion pour la ministre d'établir un premier contact avec de nombreux partenaires du Québec et de tisser de nouveaux liens avec des États et pays engagés, comme le Québec, dans la lutte contre les changements climatiques. La ministre se réjouit également d'avoir pu faire rayonner l'expertise des entreprises québécoises et du Québec en matière de tarification du carbone, d'électrification des transports, de technologies propres et de coopération climatique internationale, véritables cartes de visite du savoir-faire québécois.

Les entretiens bilatéraux

La participation de la ministre à des événements officiels a été entrecoupée de plusieurs entretiens bilatéraux qui ont permis de consolider les relations du Québec avec ses partenaires, notamment la Californie. La ministre Chassé a eu un premier entretien avec la présidente du California Air Resources Board (CARB), M^{me} Mary Nichols. Par la suite, elle s'est entretenue avec le ministre des Changements climatiques de la Nouvelle-Zélande, M. James Shaw. La ministre a aussi eu l'occasion d'échanger avec la ministre de l'Environnement, du Changement climatique et de la Réforme agraire de l'Écosse, M^{me} Roseanna Cunningham, avec le ministre du Climat et de l'Environnement de la Norvège, M. Ola Elvestuen, avec l'ambassadeur aux changements climatiques de la Suède, M. Lars Ronnas, avec le ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports de la Wallonie, M. Jean-Luc Crucke, et avec la ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Aménagement du territoire de la Flandre, M^{me} Joke Schauvliege.

La ministre s'est également entretenue avec la ministre fédérale de l'Environnement et du Changement climatique, l'honorable Catherine McKenna, avec son homologue de la Colombie-Britannique, M. George Heyman, ainsi qu'avec les trois députés de l'opposition qui étaient présents à la CdP-24, soit M. Monsef Derraji, du Parti libéral du Québec, M. Sylvain Gaudreault, du Parti québécois, et M^{me} Ruba Ghazal, de Québec solidaire.

Le fil des événements :

- **Le dimanche 9 décembre**, la ministre Chassé a assisté à deux présentations. La première, donnée par le directeur du consortium Ouranos sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques, M. Alain Bourque, portait sur le rapport spécial 1,5 °C du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et sur les impacts actuels et futurs de tels bouleversements climatiques au Québec, alors que la deuxième, faite par l'Institut international du développement durable (IIDD), traitait des enjeux des négociations internationales et de leur évolution au cours de la première semaine de la CdP-24. L'IIDD est un institut de recherche en politiques publiques qui vise à convaincre les pouvoirs publics, les gens d'affaires, les ONG et d'autres décideurs d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques avantageuses à la fois pour l'économie mondiale, l'environnement planétaire et le bien-être des populations.

Invitée à prononcer quelques mots dans le cadre d'un événement organisé par la Carbon Action Reserve (CAR) et par le Climate Registry, la ministre Chassé a affirmé la détermination du nouveau gouvernement du Québec à poursuivre sa participation au marché du carbone de la Western Climate Initiative (WCI) et à la faire fructifier. La ministre prenait alors la parole aux côtés de la présidente du California Air Resources Board, Mme Mary Nichols, du financier, activiste et philanthrope américain, M. Tom Steyer, du secrétaire à l'environnement du Maryland, M. Ben Grumbles, et du vice-président aux affaires gouvernementales de BMW, M. Andreas Klugeschied. Le Climate Registry et la Climate Action Reserve sont deux organisations nord-américaines spécialisées dans la comptabilisation et la tenue d'un registre de crédits carbone.

En après-midi, la ministre a rencontré les représentants de la société civile québécoise présents à la CdP-24, les remerciant du rayonnement positif dont le Québec bénéficie à l'international grâce à leur présence active à l'événement. Elle a d'ailleurs réitéré ce message le lendemain à l'occasion de sa rencontre avec les représentants d'une dizaine d'entreprises et d'organisations québécoises membres de la mission commerciale d'Export Québec. Aux deux groupes, elle a souligné l'importance de travailler ensemble pour relever le défi de la lutte contre les changements climatiques et pour réussir la transition énergétique du Québec.

- **Le lundi 10 décembre**, la ministre Chassé a ouvert l'événement « A Guide to Linking Emissions Trading Systems », organisé conjointement par l'International Carbon Action Partnership (ICAP), un forum international regroupant le Québec et les gouvernements qui ont mis en œuvre des systèmes d'échange de quotas d'émission de GES ou qui envisagent de le faire. La ministre a fait valoir la qualité du nouveau guide produit par l'ICAP sur la liaison des marchés. Celui-ci fournit des exemples et une marche à suivre aux gouvernements désireux de se doter d'un mécanisme de marché comme mesure performante pour atteindre leurs objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre. S'appuyant sur le succès du marché du carbone Québec-Californie, la ministre a insisté sur les avantages de lier les mécanismes, lorsque cela est possible, afin d'assurer une plus grande efficacité des actions de lutte contre les changements climatiques.

En fin d'après-midi, la ministre a assisté à l'événement « Transportation Decarbonisation - Focus on E-Mobility » organisé par l'Allemagne. Cet événement revêtait un intérêt particulier pour elle dans le contexte où le gouvernement du Québec a indiqué sa volonté d'accélérer l'électrification des transports au Québec. D'ailleurs, le 4 décembre dernier, la ministre avait annoncé l'adhésion du Québec à la déclaration sur la mobilité électrique « Driving Change Together - Katowice Partnership for e-mobility », une initiative lancée par la Pologne dans le but d'accélérer la transition vers les transports électrifiés.

- **Le mardi 11 décembre**, la ministre Chassé a eu un entretien avec la présidente-directrice générale du Climate Group, Mme Helen Clarkson, en marge d'un événement de la Coalition Under2. Ce fut l'occasion pour elle de confirmer une contribution financière du gouvernement du Québec, à hauteur de 20 000 \$ US, au Future Fund de la Coalition. Pour une troisième année consécutive, le Québec contribue à ce fonds dans l'objectif de soutenir les régions en développement dans leurs efforts de lutte contre les changements climatiques et de renforcer leur participation au sein de la Coalition. Le Climate Group est un organisme indépendant qui rassemble des États fédérés et des gouvernements régionaux, des villes et des entreprises interpellés par la question des changements climatiques.

En après-midi, la ministre Chassé a participé à deux événements organisés par Export Québec, dont un séminaire qui a permis de valoriser le savoir-faire québécois dans le développement des technologies propres et la lutte contre les changements climatiques au sein de la Francophonie.

- Enfin, en lien avec les négociations entourant la mise en œuvre de l'accord de Paris, la ministre Chassé a assisté aux déclarations nationales des États membres, dont celle du Canada.

Citation :

« Cette mission m'a bien sûr donné l'occasion de présenter l'action climatique du Québec et de faire valoir son expertise, mais aussi de tisser des liens avec mes homologues internationaux. J'étais partie avec l'intention d'échanger sur différentes approches préconisées par les États et les pays les plus actifs en matière de lutte contre les changements climatiques afin de m'en inspirer. C'est exactement ce que j'ai fait. Nul doute que cette mission enrichira nos décisions des prochains mois et des prochaines années. »

MarieChantal Chassé, ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Fait saillant :

- Mentionnons que le gouvernement compensera les émissions de gaz à effet de serre générées par l'ensemble des déplacements aériens et terrestres de sa délégation en Pologne. Pour ce faire, il a choisi de procéder à l'achat de crédits carbone éducatifs de la Bourse Scol'ERE.

Source :

Marie Julie Couturier
Attachée de presse
Cabinet de la ministre de l'Environnement
et de la Lutte contre les changements climatiques
Tél. : 418 521-3911

Information :

Relations avec les médias
Ministère de l'Environnement
et de la Lutte contre les changements climatiques
Tél. : 418 521-3991
https://twitter.com/MELCC_Qc
<https://www.facebook.com/MELCCQuebec/>



Consulter le contenu original : <http://www.newswire.ca/fr/releases/archive/December2018/14/c6439.html>

Autres communiqués diffusés par Cabinet du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Québec

© Gouvernement du Québec, 2019